

## Laos

*Ian G. Baird*

### **Nouvelle évaluation de la pauvreté**

La Banque asiatique de développement a financé, en 2000, une nouvelle "Evaluation de la pauvreté" dans les régions les plus pauvres de la République populaire démocratique du Laos. Cette évaluation a mis en évidence les graves difficultés que connaissent les communautés autochtones en raison du programme gouvernemental de relocalisation des populations et d'attribution de terres et de forêts dont l'accès a été restreint pour ces communautés.

Une seconde évaluation, entreprise en 2006 avec le Centre national des statistiques, fut achevée en octobre 2007. Elle a montré que si, dans l'ensemble du pays, la pauvreté a été réduite de 39 à 33 %, elle est inégalement répartie, une large proportion des minorités rurales et ethniques restant pauvre, en comparaison des populations de langue *lao-tai* et des citadins. La première cause de pauvreté, dans toutes les régions du pays, est le manque d'accès à la terre causé par les attributions gouvernementales et la relocalisation des villages. Les problèmes de gouvernance dans les villages deviennent de plus en plus nombreux, les fonctionnaires locaux voulant contrôler l'économie, restreignent l'accès des villageois au marché libre et les empêchent de collaborer avec les sociétés privées. L'étude a rapporté que :

*...en comparaison avec leur évaluation en 2000, les villages revisités en 2006 sont, en général, aussi pauvres ou plus pauvres. La politique de l'environnement dans les provinces n'a pas changé notablement et l'accès à la terre demeure la plus grande préoccupation des villageois qui considèrent que l'activité agricole est leur seule façon de diminuer la pauvreté.*

Les autochtones déclarent très largement que la grave dégradation des ressources naturelles menace leurs moyens d'existence. L'étude critique les relocalisations de villages, l'éradication de l'essartage,

l'attribution autoritaire et insuffisante de terres et de forêts; elle dénonce ces stratégies comme inefficaces pour réduire la pauvreté, contrairement à ce qui est prétendu.

Confirmant les conclusions de la deuxième évaluation, le Programme Alimentaire Mondial a analysé la sécurité alimentaire et la vulnérabilité en 2007. Il montre que les fermiers qui ne peuvent suffisamment pêcher et chasser risquent de mal nourrir leurs enfants. Les groupes sino-tibétains sont ceux dont les familles souffrent de la plus grande insécurité alimentaire, suivis par les *Hmong-Ieu* et les *Mon-Khmer*. Le rapport attribue ces problèmes à la prohibition de la production d'opium et de l'essartage et aux relocalisations internes.

### **Le projet de Loi sur les forêts – mauvaise nouvelle pour les droits des populations locales.**

A la fin de 2007, le gouvernement de la République populaire du Laos a préparé une *Loi sur les forêts* que l'Assemblée nationale devait approuver en 2008. Malheureusement la nouvelle loi est peu favorable aux autochtones. Elle ne reconnaît pas les droits locaux sur les forêts ni le concept de communauté ou de village de forêt (*pa mai ban* en laotien), elle réaffirme le contrôle de l'État sur toutes les terres et lui donne tous les pouvoirs de décision concernant l'usage des forêts. Les populations locales n'ont aucun droit particulier sur les forêts adjacentes à leurs communautés. Elles n'ont que l'autorisation de gérer les zones que les gouverneurs de districts leur attribuent et qu'ils peuvent arbitrairement leur retirer. Aucune mention ni reconnaissance n'est faite de l'existence de droits coutumiers sur les terres, les forêts et les ressources.

L'échec de tentatives récentes pour mettre en place des systèmes de gestion plus favorables aux populations locales montre que le gouvernement n'a aucune intention de leur donner la capacité de gérer les ressources forestières.

## **Plantations et concessions sur d'autres terres**

La question des concessions de terres accordées, pour des plantations, à des compagnies laotiennes et étrangères est devenue, pour les autochtones, une des questions les plus importantes et les plus controversées des dernières années. 2006 et 2007 ont vu une augmentation significative des investissements chinois, vietnamiens et thaïlandais dans des plantations arborées d'eucalyptus, d'agar, de tek et d'hévéas et aussi de manioc. Malgré des rendements inférieurs aux espérances, le gouvernement prévoit d'établir 500.000 hectares de plantations en 2020, contre 75.000 actuellement, bien qu'une étude de juin 2006 ait mis en évidence de graves problèmes dans l'attribution et la gestion des concessions.

Une enquête de 2006, menée par le Centre de recherche sur les forêts, montre que, dans tout le pays, 11.778 ha. sont déjà plantés en hévéas; on projette de les augmenter jusqu'à 181.840 ha. en raison de la demande de la Chine dont 12 compagnies ont déjà reçu des concessions dans la province de Bokeo. Les essarteurs de la région (en majorité des autochtones) doivent devenir des planteurs de caoutchouc, qu'ils le veuillent ou non.

Beaucoup de gens, au Laos, sont de plus en plus inquiets des changements rapides que provoque l'octroi de grandes concessions dans le pays. Un paysan déclare :

*Les concessions sont accordées le plus souvent pour créer des plantations mais dans beaucoup de cas il s'agit d'excuses fictives pour simplement obtenir des titres de propriété sur de larges portions de terre. De telles saisies réussissent mieux là où les propriétaires sont des autochtones, moins capables de protester ou de recourir à une défense légale.*

Le 9 mai 2007, le Premier Ministre du Laos, Bouasone Bouphavanh a annoncé un moratoire sur les attributions de nouvelles concessions de plus de 100 ha, y compris sur celles qui concernent des plantations industrielles, des plantes pérennes et l'exploitation minière. Preuve que les inquiétudes ont eu un écho dans les hautes sphères gouvernementales. Le moratoire donne au gouvernement le temps de réviser sa politique de larges concessions et de redresser les erreurs de ses précédentes stratégies de gestion. Mais le moratoire n'a pas résolu

les problèmes de certaines concessions existantes ni empêché que d'autres aient continué à être octroyées dans quelques endroits.

### **L'exploitation minière**

En 2007, le secteur des mines a considérablement attiré les investisseurs étrangers et il est inquiétant que ce soit au détriment de l'environnement et des moyens d'existence des communautés autochtones. Les concessions minières, comme les concessions de terres, ont été soumises au moratoire mais les grands concessionnaires bafouent les intérêts des populations locales qu'aucun système ne protège. Le gouvernement laotien est prêt à favoriser la Chine comme l'a déclaré le Directeur général du département du Plan et des investissements : *"Quoique notre gouvernement désire suspendre les investissements dans le secteur minier pour permettre des recherches sur leurs effets négatifs possibles, je pense que la Chine restera le premier investisseur du Laos si le monde des affaires chinois investit davantage dans d'autres secteurs."*

De nouveaux projets ont démarré en plusieurs endroits du pays y compris là où vivent des autochtones. L'usine à lignite de Hongsa, dans la province de Xayaboury est un des plus importante. Le gouvernement thaïlandais est convenu, récemment, d'importer toute sa production d'électricité de 1.000 MW. En Thaïlande une usine à lignite a déjà causé de graves dommages à l'environnement, aux êtres humains et aux animaux, suscitant de nombreuses protestations locales. C'est probablement pourquoi le gouvernement thaïlandais préfère importer l'électricité produite ailleurs à partir de la lignite.

### **Développement d'un grand barrage hydro-électrique**

Les prix élevés du pétrole et la demande croissante d'électricité chez les voisins thaïlandais et vietnamien ont provoqué l'augmentation des investissements étrangers pour la construction de grands barrages. Un grand nombre d'études de faisabilité ont été menées, des constructions ont commencé. Mais les problèmes sociaux et environnementaux créés par les grands barrages demeurent non résolus et il est probable que les communautés autochtones en paieront un prix élevé.

Le plus grand projet, le Nam Theun 2 dans les provinces de Khammouane et de Bolikhaxay, se heurte à plusieurs difficultés, notamment la relocalisation des communautés autochtones et la situation de milliers de personnes qui seront affectées par le déversement des eaux du réservoir dans la rivière Xe Bang Fai, changeant le régime des eaux de l'aval. On craint également la contamination par le mercure du réservoir et des rivières Theun et Xe Bang Fai.

### **Vang Pao et des *Hmong* mis en accusation aux Etats Unis**

L'ancien dirigeant militaire hmong, le général Vang Pao, dix autres hmong et un ancien ranger de l'armée américaine ont été arrêtés le 4 juin en Californie et accusés de complot, d'attaques terroristes et de violation des lois nord américaines sur l'exportation des armes. Le général était un important collaborateur de la CIA durant la guerre au nord Laos dans les années 1960 et au début des années 1970. Risquant la prison à vie, ils sont tous accusés d'avoir envoyé des centaines d'explosifs et des missiles Stinger en Thaïlande. Les armes étaient censées être destinées aux groupes armés *hmong* au Laos et pouvaient être utilisées pour assassiner des fonctionnaires gouvernementaux, pour attaquer des bâtiments administratifs et pour assaillir Vientiane.

### **Les problèmes des *Hmong* du Laos et de Thaïlande demeurent**

Des rapports non confirmés font état d'attaques, en juin et juillet 2007, contre ce que certains *Hmong* appellent "les anciens combattants de la guerre secrète des Etats Unis et leurs familles" dans la région Xaysomboun de la province de Vientiane.

Le 31 août 2007, l'O.N.G basée aux Etats Unis, Human Rights Watch (HRW), a critiqué le gouvernement laotien pour son projet de rapatriement forcé au Laos d'environ 7.000 *Hmong* du camp de Petchabun au nord de la Thaïlande. Selon HRW, ils risquent d'être persécutés à leur retour. Le gouvernement laotien a rejeté toute proposition de pilotage international du rapatriement, se retranchant

derrière un arrangement bilatéral Laos-Thaïlande. Fin 2007 la plupart des *Hmong* étaient toujours au camp de Petchabun en l'attente d'un proche rapatriement. Le gouvernement envisage de les relocaliser dans le district de Kasi, province de Vientiane. La situation à Petchabun reste tendue.

***Ian G. Baird*** est originaire du Canada. Il a travaillé sur la gestion des ressources naturelles et les questions d'ethnicité en Asie du sud-est continentale pendant 20 ans. Il est le Directeur de l'Association mondiale pour les peuples et pour l'environnement (Global Association for People and the Environment , une O.N.G. canadienne active au Laos.

Source : *The Indigenous World 2008*,  
traduction GITPA, Simone Dreyfus- Gamelon